

عمال مهاجرين في النضال

N° 58

7ème année

MAI 1984

Travailleurs
Immigrés en
Lutte



Mensuel de l'Organisation Communiste Révolutionnaire Internationaliste
d'Algérie

3 F

IMMIGRATION :

Restructurations

Aide au retour

ALGERIE :

Répression

Libertés démocra-
tiques et
frontisme

Congrès

INTERNATIONAL

AIDE AU RETOUR :

**EXPULSION
DEGUISEE !**

ALGERIE :

**luttons contre
la répression !**

IMMIGRATION

RESTRUCTURATIONS, NON

1/ RESTRUCTURATIONS : UNE IMPORTANTE ATTAQUE CONTRE LA CLASSE OUVRIERE !

Le gouvernement "de gauche" nous a annoncé 25 000 licenciements dans la sidérurgie. A cela s'ajoutent les 20 000 prévus à Renault, 6 000 à Citroën-Aulnay, 4 000 à Michelin, sans parler de ceux de Talbot, Thomson, CIT-Alcatel, etc. En tout, ce sont plus de 500 000 travailleurs qui vont se retrouver sur le pavé.

Les raisons de ces licenciements ? Pour le gouvernement et la bourgeoisie qu'il représente, ce sont la modernisation de l'industrie française, la concurrence étrangère, le manque de compétitivité. Pour eux, les licenciements signifient l'adaptation de la production, - donc de leurs profits - aux besoins du marché mondial. Pour les travailleurs, par contre, cela signifie rigueur, austérité, suppressions d'emplois, expulsions.

Le gouvernement veut nous faire croire que les "mutations technologiques" de l'automobile, ainsi que le plan acier de la sidérurgie, sont des mesures transitoires qui vont permettre la relance de l'économie. Mais ce discours trompeur, ouvrant la voie à un avenir radieux, n'est pas nouveau. Il a même depuis longtemps montré son vrai visage :

- en 1977 déjà, 17 000 emplois supprimés dans la sidérurgie.
- en 1982, 12 000.
- Les usines de Fos sur Mer, ultra-modernes et construites il y a 10 ans seulement, devraient être fermées aujourd'hui, non pas parce que la technologie est dépassée, mais parce qu'elles ne sont pas assez "intégrées", nous dit-on.

En fait, dans l'acier par exemple, depuis 1947 les plans se suivent, se ressemblent, et ne résolvent rien, si ce n'est que les ouvriers en font toujours plus les frais. L'économie capitaliste ne peut être planifiée, et réagit au coup par coup, selon les possibilités du marché international. C'est exactement ce qu'il se passe aujourd'hui dans l'automobile.

Les travailleurs doivent-ils accepter la logique du capitalisme ? Non. Nous devons combattre deux idées qui sont parmi les plus répandues :

- En acceptant une tranche de licenciements, on évite la fermeture de l'usine. Rien n'est plus faux. Les dix dernières années montrent que plus les travailleurs ont accepté facilement qu'une partie d'entre eux soient jetés dans la misère, plus leur ensemble s'est vu menacé. Les premières tranches ont servi de test de résistance pour les patrons. C'est d'ailleurs ce qui s'est passé à Talbot, qui a servi de mesure de la capacité des ouvriers à se défendre.

.../...

- Deuxièmement, notre sort est lié à celui de l'économie nationale. Rien n'est plus faux non plus. Dans tous les pays, les patrons licencient pour être plus compétitifs et préserver leurs profits. Notre sort ne dépend pas de celui des patrons français, mais bien des travailleurs des autres pays. Qu'eux résistent et empêchent les licenciements chez eux, et nous de même : les patrons européens ne pourront rien faire !

Les idées nationalistes sont un obstacle à la lutte. D'autant plus qu'elles nourrissent le racisme : défendons d'abord les produits français, et pourquoi pas aussi d'abord les travailleurs français...

Les travailleurs conscients doivent dénoncer ces idées, et voir que seules leurs luttes pour leurs conditions de travail et de vie immédiates, unifiant tous les travailleurs, peuvent faire reculer le gouvernement.

2/ LES SYNDICATS, OU COMMENT CONTENIR LES LUTTES

Bien sûr, ces derniers mois la classe ouvrière française s'est battue : Citroën, Longwy, Talbot, les travailleurs de la Chiers, etc. A tel point que le gouvernement, pour éviter une explosion brutale, a adopté une attitude plus modérée - mais tout aussi efficace - : les licenciements seront étalés, dans un futur incertain.

Pourtant les syndicats, notamment la CGT et la CFDT, ont tout fait pour empêcher la généralisation de ces luttes. En proposant un tas de revendications bidons :

- pré-retraites : c'est la mort à petit feu. Rejetés de la vie active, obligés de vivre avec peu, leur situation continuera de se dégrader avec le développement du chômage.
- les formations-bidons : on sait qu'elles ne débouchent sur rien. Les "formés" qui attendent en vain en savent quelque chose !
- aide au retour : qui n'est que du vol manifeste, et un appât révoltant pour berner les travailleurs immigrés.
- implantation de nouvelles entreprises dans les régions sinistrées : là on se fiche de nous carrément. Le CNRS ou des entreprises de micro-informatique emploieront-elles d'ex-mineurs ?

Mais les syndicats ne se sont pas contentés de noyer le poisson, en oubliant la seule revendication qui compte : pas UN licenciement ! Ils ont saboté les luttes et détourné la colère des ouvriers, selon leurs tactiques bien connues :

- proposer des journées d'action sans lendemain.
- des grèves perlées, des minutes d'action
- empêcher l'occupation des usines et la généralisation des luttes.

ex : la manifestation du 13 avril, qui a regroupé plus de 20 000 sidérurgistes à Paris, le démontre. Pas de violence en Lorraine, contre un cortège bidon à Paris, à des centaines de kilomètres.

ex : les journées d'action du 8 mars et du 3 février pour les employés des banques, qui n'ont rien changé.

ex : A Alstom La Courneuve, où la CGT a lancé 15 minutes de grève en fin de journée.

.../...

AIDE AU RETOUR

Ces actions inoffensives pour la bourgeoisie servent à donner l'illusion aux travailleurs qu'ils se battent, et à faire passer leur trop-plein de colère. Quand la pression monte, les syndicats font lâcher la vapeur !

3/ POUR UNE RIPOSTE GENERALE, AUJOURD'HUI !

On l'a vu, la crise profite bien à quelques uns : aux patrons, à qui l'Etat de gauche adresse subventions sur subventions, et qui n'hésitent pas à jeter à la rue des centaines de milliers d'hommes et de femmes, pour que leurs profits augmentent. On voit bien que l'Etat de Mitterrand ressemble comme 2 gouttes d'eau à celui de Giscard, Thatcher ou Reagan.

La gauche n'a rien changé. C'est sur nous-mêmes qu'il faut compter. Comment ?

- En ne permettant pas ces milliers de licenciements
- En multipliant les grèves avec occupation d'usine
- En créant des comités de grève, démocratiquement élus et révocables, et qui s'adressent aussi aux chômeurs isolés.
- En refusant les heures supplémentaires et le chômage partiel : en obligeant ainsi les patrons à embaucher.
- en tentant de s'adresser aux autres entreprises qui ont les mêmes problèmes, et d'unifier les luttes.

REFUS DE TOUT LICENCIEMENT !

MAINTIEN DU SALAIRE INTEGRAL AUX CHOMEURS !

REDUCTION RADICALE DE LA DUREE DU TRAVAIL, SANS REDUCTION DE SALAIRE !

SALAIRE MINIMUM POUR LES JEUNES QUI N'ONT PAS D'EMPLOI !

EGALITE DES DROITS POUR TOUS LES TRAVAILLEURS !

LESEZ LA PRESSE INTERNATIONALE :

COMBAT COMMUNISTE (France)

LE TRAVAILLEUR COMMUNISTE (Italie)

AIDE AU RETOUR

1/ A QUI ÇA SERT ?

Une bonne affaire que l'aide au retour, pour la bourgeoisie : voilà qui va aider à faire passer la pilule des licenciements. Les travailleurs immigrés vont en quelque sorte être payés pour qu'ils aient l'air de décider eux-mêmes de leur expulsion !

La droite avait déjà tenté le coup : le million-Stoléru, on s'en souvient - ça n'avait d'ailleurs pas marché -, et la gauche l'avait sévèrement critiqué, en disant que cela ne résoudrait pas le chômage....

Aujourd'hui, la gauche a changé d'avis, - et fait monter les enchères. Elle propose entre 60000 et 10000 FF, payée par l'Etat, les Assedic et les patrons, selon les charges familiales et "la nature du projet de réinsertion" ?! Cette mesure s'inscrit dans le contexte des décrêts d'expulsions et de répression des travailleurs, qui se sont considérablement aggravées ces trois dernières années. Elle représente 3 bénéfices non négligeables pour l'Etat et les patrons :

- elle fait accrédi-ter l'idée que les travailleurs immigrés doivent partir les premiers, en cas de crise et de développement du chômage. Cela pour redonner vigueur au racisme au sein de la classe ouvrière, et diviser les travailleurs.
- cela permet de polariser l'attention des travailleurs immigrés sur le montant de l'"allocation-retour", et de leur faire oublier qu'avant de la toucher, ils perdront leur emploi. La contestation, si elle a lieu, se portera sur l'argent, et non sur le licenciement.
- enfin et surtout, elle ne leur coûte pas cher, c'est une aumône ! Rien à voir avec ce que les travailleurs étaient en droit d'attendre en allocations-chômage, retraites, allocations familiales, remboursements maladie, etc. Si l'on calcule les droits d'un retraité, ancien Smicard, qui vit au moins 10 ans après le début de ses pensions, c'est au moins 500 000 FF qu'il toucherait en restant en France. Ceci rien que pour la retraite Sans parler des profits qu'ont réalisés les patrons depuis des années de travail, sur leur sueur, parfois leur sang !

Par ailleurs, l'Etat français veut faire croire aux travailleurs français que, si on les indemnise, il n'est pas révoltant qu'on mette les travailleurs immigrés à la porte, tout d'un coup, d'un pays où ils vivent pour beaucoup depuis 20, parfois 30 ans. Bien plus, que c'est une faveur qu'il fait à ces travailleurs, alors que c'est un vol éhonté et manifeste !

Et ne nous inquiétons pas : cette proposition révoltante a bien sûr reçu l'aval des bourgeoisies des pays d'origine (cf. voyage de Chadli à Paris,...) qui ont dû monnayer ces expulsions avec des promesses bidon de réinsertion, pour le plus grand profit ... des bourgeois des deux camps. Mais pour les travailleurs, quel avenir ?

.../...

2/ COMMENT SE DEFENDRE ?

Suite à la grève de Décembre 1983 à Talbot, les patrons tentent de généraliser cette "aide au retour" aux autres entreprises touchées par les "restructurations". Certains font même croire, sur l'initiative de l'Etat, qu'ils se soucient démocratiquement des désirs des travailleurs immigrés, en faisant comme à Citroën, un référendum pour connaître les "intentions" des ouvriers (-et leur prix). Quelle hypocrisie !

A Talbot pourtant, la lutte a été rude. Mais malheureusement, elle a été dévoyée par les syndicats. Depuis, la plupart des travailleurs sont démoralisés, découragés, et se sentent abandonnés par tous. On peut comprendre que certains d'entre nous pensent alors à partir, et à accepter cette misère. Mais nous ne l'approuvons pas. Porter l'attention sur le montant de l'"aide", c'est déjà accepter notre défaite. Si nous devons être chassés, partons au moins en nous étant battus; même si nous ne retrouvons pas de travail, plus nous nous battons, plus la prime sera élevée. Nous n'avons rien à perdre. Nous n'avons pas le choix aujourd'hui, et aucune raison de faire un cadeau à la bourgeoisie française: partir chassés.

De plus, si nous partons, il ne faut pas se faire d'illusions sur ce que nous retrouverons au pays: le chômage, la répression (cf. émeutes au Maroc, grèves en Tunisie, arrestations en Algérie), des difficultés sans nombre.

Certains d'entre nous pensent que la France n'est pas notre pays, qu'il n'y a rien à faire si les patrons nous chassent. Rien n'est plus faux. Nous n'avons pas demandé à venir, bien souvent ce sont eux qui sont allés nous embaucher sur place, et de toutes façons, ils nous ont exploités sans scrupules pour leur plus grand profit. Aujourd'hui, ils nous rejettent comme des citrons pressés...

D'autre part, eux, les patrons, les colons, les Etats ne se sont jamais gênés pour se sentir chez eux ailleurs, ... là où se trouve leur intérêt. Notre pays est bien là où nous avons travaillé des dizaines d'années: c'est là qu'il nous faut lutter pour notre dignité, d'abord, pour ne pas être chassés comme des malpropres. Et pour montrer que nous ne sommes pas dupes de leur vol!

Nos intérêts sont les mêmes que ceux des travailleurs français, qui se retrouvent aussi à la rue aujourd'hui: ce n'est que tous unis que nous pourrons faire reculer le gouvernement.

Si les tenants de la "rigueur" économique et politique sont présents aux plus hautes sphères, l'armée reste plus que jamais la colonne vertébrale du régime. Les militaires sont partout. Deux colonels en exercice ont fait leur entrée au Bureau politique du FLN (Belouche et Benyelles), et symbolisent par leur présence la constitution d'un état-major de combat de la bourgeoisie.

2/ UN ETAT-MAJOR DE CHOC POUR UNE POLITIQUE DE CHOC

Le choix du personnel politique qui a été effectué n'est donc pas neutre. Il est adapté à la politique d'entente menée par la bourgeoisie pour les années à venir. Il ne faut cependant pas croire qu'il y ait de rupture radicale, ni sur le plan du choix des hommes, ni au niveau des options politico-économiques entre la période actuelle et celle qui l'a précédée (Boumediène).

ALGERIE

QUELLE EST LA SITUATION ?

Le 5ème congrès du FLN et la sombre mascarade électorale qui lui a succédé se sont soldés par la confirmation de Chadli à la tête du gouvernement. Celui-ci a été remanié et les orientations politiques du régime ont été réaffirmées. Comme d'habitude les travailleurs, l'ensemble des masses opprimées, la majorité de la population n'ont pas eu voix au chapitre.

Les rituelles farces électorales ne trompent évidemment personne, elles ne pèsent pas bien lourd face à la réalité quotidienne. Bien au contraire, elles ne sont que la preuve du cynisme et de l'arrogance de la dictature bourgeoise en Algérie. Les orientations politiques de l'équipe actuelle au pouvoir ne sont pas fondamentalement nouvelles. Mais leur approfondissement et leur réaffirmation sont significatifs de la détermination de la bourgeoisie à renforcer l'exploitation des masses laborieuses en Algérie.

1/ LE SENS DES REMANIEMENTS A LA TETE DE L'ETAT

L'éviction d'anciens barons de l'ère Boumédiène, tels que Boutefflika, Bencherif, Yahyaoui, Tayebi Larbi, etc. a été entreprise par Chadli dès que la situation le lui a permis. Après le cinquième congrès, d'autres têtes (Hoffman, Draïa, l'ex premier ministre Abdelghani) sont à des degrés divers tombés en disgrâce. La nouvelle équipe que Chadli achève de mettre en place lui est toute dévolue. Elle ne comporte pas de rival affiché, et elle est constituée d'hommes qui sont moins marqués par le populisme de l'époque Boumédiène. Dans bien des cas, les "anciens" ont été accusés par les "nouveaux" d'être des voleurs et des trafiquants; il ne s'agit évidemment là que de prétextes pour se débarrasser de rivaux, car quant au fond, les uns n'ont rien à envier aux autres. Mais les remaniements qui ont eu lieu ne sont pas que des règlements de comptes entre des cliques bourgeoises qui se disputent le pouvoir.

Des hommes comme le nouveau premier ministre Brahimi sont plus des technocrates que des "politiques", partageant avec plus de conviction et de compétence les orientations politiques et économiques de Chadli : austérité, productivité. Si les tenants de la "rigueur" économique et politique sont présents aux plus hautes sphères, l'armée reste plus que jamais la colonne vertébrale du régime. Les militaires sont partout. Deux colonels en exercice ont fait leur entrée au Bureau politique du FLN (Belloucif et Benyelles), et symbolisent par leur présence la constitution d'un état-major de combat de la bourgeoisie.

2/ UN ETAT-MAJOR DE CHOC POUR UNE POLITIQUE DE CHOC

Le choix du personnel politique qui a été effectué n'est donc pas neutre. Il est adapté à la politique qu'entend mener la bourgeoisie pour les années à venir. Il ne faut cependant pas croire qu'il y ait de rupture radicale, ni sur le plan du choix des hommes, ni au niveau des options politico-économiques entre la période actuelle et celle qui l'a précédé (Boumédiène).

.../...

LIBERTE DEMOCRATIQUE" ET FRONTISME

Les orientations politiques d'aujourd'hui, comme celles d'hier, restent déterminées par la pierre angulaire de l'économie capitaliste, la réalisation du profit le plus grand !

- a) la restructuration des sociétés nationales, qui s'est soldée par leur morcellement, a pour objectif d'améliorer la gestion. Rentabilité, efficacité et rigueur, tels sont les mots d'ordre des bourgeois pour diminuer les coûts de production.
- b) la réorientation du programme d'investissement vers des secteurs produisant des biens de consommation, logements, transports, agriculture, etc.

Dans le contexte actuel de crise du système capitaliste mondial, la bourgeoisie algérienne est obligée d'une part de rationaliser son appareil productif, et d'autre part d'investir dans des secteurs qui peuvent être immédiatement rentables. Dans une première phase, la bourgeoisie a choisi d'investir dans des secteurs (sidérurgie, pétrochimie, chimie, etc.) constituant un support industriel indispensable à l'élargissement des bases de l'accumulation capitaliste en Algérie. La deuxième phase est sensée d'une part permettre une meilleure maîtrise de l'appareil industriel existant, et d'autre part développer des secteurs qui devraient en absorber la production (agriculture, machinisme agricole, - transports, wagons, véhicules industriels, etc.). Parallèlement à cela, le 5ème congrès a confirmé la place de la bourgeoisie privée dans l'économie. Crédits bancaires à faible taux d'intérêt, allègement des charges fiscales, exonération pour les patrons qui investissent dans certaines branches, suppression du monopole d'Etat dans d'autres... Le capital privé ne peut que se réjouir de l'attitude du pouvoir à son égard.

Le régime invoque pour justifier sa politique la prise en compte des besoins des masses. Les investissements visant à développer la production de biens de consommation, les transports, etc., correspondraient aux intérêts des travailleurs. Il est sûr, alarmé par les explosions populaires en Tunisie et au Maroc, que le régime ne tient pas à ce que les conditions de vie des travailleurs se dégradent au-delà d'un certain seuil.

Il n'en reste pas moins qu'aujourd'hui, le capitalisme "honteux" des années passées a fait place au capitalisme "avoué". Austérité, rigueur et profits signifient pour les travailleurs une plus grande exploitation, comme le montrent la généralisation du salaire au rendement, les licenciements, l'emprisonnement et la répression multiforme des grévistes. Le FLN et ses relais dans les différentes couches sociales (UGTA, UNJA,...) doivent non seulement tenter de mobiliser en faveur de la politique du régime, mais encadrer afin de prévenir toute contestation.

L'offensive capitaliste contre la classe ouvrière et l'ensemble des masses laborieuses n'est pas originale. Dans les pays du monde entier, les travailleurs voient les bourgeois renforcer leur politique d'austérité. Il incombe aux communistes révolutionnaires de mener une intervention active pour préparer les travailleurs à la riposte. Cela signifie que nous devons intervenir contre la dégradation de nos conditions d'existence, salaires, conditions de travail, etc; contre la dictature, la répression et pour le droit des travailleurs à l'expression, à l'organisation, à la grève. Nous devons cependant comprendre que la classe ouvrière, les opprimés, ne pourront peser fondamentalement sur la réalité sociale qu'en liant chaque lutte particulière à la bataille révolutionnaire pour détruire l'Etat bourgeois et le système capitaliste.

.../...

ALGERIE

Pour que les travailleurs puissent faire prévaloir leurs intérêts, il leur est indispensable d'avoir une organisation autonome, une conscience claire de leurs objectifs et des moyens pour les réaliser.

C'est à ce titre que notre tendance oeuvre à la construction d'un parti de classe, d'un véritable organe de bataille politique et de compréhension théorique, qui pourra répondre à toutes les exigences de la lutte de classe.

NON A LA REPRESSION

L'offensive actuelle du pouvoir sur le plan économique visant à accroître l'exploitation des travailleurs, s'est accompagnée ces derniers mois d'une recrudescence de la répression. Plusieurs dizaines d'arrestations ont été opérées : travailleurs combattifs, militantes du "Collectif Femmes", militants accusés d'appartenir à l'OST (Trotskye Lambertiste), et bien d'autres anonymes ont subi le même sort que ceux qui croupissent depuis des années dans les geôles du régime (Lambèse, Serkadji, ex-prison Barberousse).

La dictature bourgeoise espère profiter de la situation actuelle de recul des luttes en Algérie pour écraser tous ceux qui contestent d'une manière ou d'une autre sa politique. Il est du devoir de tous les travailleurs, de tous les militants révolutionnaires de ne pas laisser le régime de Chadli réprimer en toute impunité. Il est indispensable de nous mobiliser face à la répression de l'Etat bourgeois. Partout où nous sommes, en Algérie ou dans l'immigration, nous devons dénoncer la dictature de la clique de Chadli !

POUR LA LIBERATION DES DETENUS POLITIQUES !

A BAS LA REPRESSION !

"LIBERTE DEMOCRATIQUE" ET FRONTISME

Comme en attestent les dernières arrestations en Algérie, la lutte contre la répression et pour les "droits démocratiques" des masses opprimées (liberté d'organisation, de grève, d'expression et de manifestation) est constamment à l'ordre du jour. Nous nous sommes exprimés à plusieurs reprises dans notre bulletin sur les axes programmatiques qui définissent la stratégie et la tactique de notre tendance sur cette question.

Le problème qui se pose aujourd'hui consiste à définir concrètement l'attitude des communistes internationalistes vis-à-vis de courants politiques réactionnaires bourgeois (Ben Belliste, Intégriste, etc.) en butte à la répression. Doit-on se mobiliser pour réclamer la libération des Ben Bellistes et des FM arrêtés ? Fait-on le jeu de l'Etat bourgeois en refusant de se mobiliser pour la libération des militants de ces courants ? Doit-on s'associer à d'autres tendances politiques dans la lutte contre la dictature, etc. ?

LE COURANT BEN BELLISTE, UN COURANT IDEOLOGIQUEMENT ET SOCIALEMENT BOURGEOIS

Interclassiste (niant les classes sociales), populiste, prenant pour référence la sinistre République Islamique de Khomeiny, l'ex-président tente de revenir sur la scène politique pour présenter les intérêts de certaines fractions de la bourgeoisie (privée) et de la petite-bourgeoisie. Nous ne ferons pas semblant de critiquer ou de polémiquer idéologiquement avec l'organisation de Ben Bella. Le passé politique de l'ex-dictateur parle pour lui à tous les niveaux. Qui a oublié que celui qui se pose en champion de la lutte pour les "libertés démocratiques" a été le premier dictateur de l'Algérie indépendante. Logiquement il regroupe autour de sa personne des individus appartenant aux couches sociales intéressées par son projet politique (bourgeois, petit-bourgeois) à savoir représenter une alternative pour la survie du capitalisme en Algérie.

En bref, le courant Ben Belliste est bourgeois par son programme comme par sa base sociale. C'est en partant de ces considérations que nous disons que la répression qui peut frapper ses militants, comme celle qui a touché les Frères Musulmans, s'inscrit dans le cadre d'affrontements entre cliques bourgeoises et réactionnaires. Les travailleurs n'ont aucun intérêt à se mobiliser pour exiger la libération des Ben Bellistes ou des FM. Autrement dit, si l'on peut montrer le caractère dictatorial de l'Etat bourgeois qui s'attaque à des organisations bourgeoises et réactionnaires, nous ne défendrons pas leurs militants. Notre ligne d'action peut se résumer ainsi : A bas la dictature de l'Etat bourgeois, A bas les Ben Bellistes et les FM !

On peut illustrer nos propos en prenant l'exemple de l'expulsion des 4 militants Ben Bellistes de France. Ce fait est significatif de la complicité qui existe entre l'impérialisme français et le gouvernement algérien, et nous devons dénoncer leur politique répressive ; mais il n'appartient pas aux travailleurs et à

.../...

"LIBERTÉ DÉMOCRATIQUE"
ET FRONTISME

ceux qui se réclament de la cause du communisme révolutionnaire de se mobiliser pour demander le retour de ces militants, ou la liberté de parole pour Ben Bella ...

Le courant Ben Belliste affirme lutter pour les "libertés démocratiques", certains (et nous ne parlons pas des militants de ce courant) croient ou affectent de croire que c'est vrai. Dans la lutte pour les "libertés démocratiques" se posera le problème de la destruction de l'Etat bourgeois. La survie du système capitaliste est incompatible dans un pays arriéré avec un Etat bourgeois démocratique. Les exploités n'ont pas les moyens d'assurer (sur une période de temps significative) tous les ingrédients (partis réformistes, et syndicats pour maintenir l'expression des travailleurs dans le cadre du système) indispensables à l'existence d'une démocratie bourgeoise.

Les travailleurs dans leur lutte pour obtenir le "droit" de s'exprimer, de s'organiser, de faire grève, etc. se poseront le problème du pouvoir. Or quand l'alternative du pouvoir sera à l'ordre du jour, toutes les forces bourgeoises qui se disent aujourd'hui dans l'"opposition" choisiront leur camp ; il n'est pas difficile de savoir lequel !

Dans le meilleur des cas, (le pire pour nous), les organisations bourgeoises (celle des Ben Bellistes par exemple) voudront se servir des travailleurs comme marche-pied pour accéder au pouvoir. Ceux qui acceptent de se compromettre avec les forces bourgeoises, quelles que soient leurs critiques par ailleurs, les cautionnent de fait. Sous prétexte d'efficacité, ils font leur jeu et leur servent de rabatteurs. Ce n'est en aucun cas sur l'alliance avec des cliques bourgeoises que nous devons compter pour mener la lutte - même dans des limites démocratiques - , mais sur la mobilisation des masses opprimées elles-mêmes.

L'UNITE D'ACTION, OUI MAIS ...

Nous nous réclamons sur cette question des lignes d'orientation qui sont à la base de la tactique du Front Unique de l'IC. Nous ne nous étendrons pas sur certaines formulations ambiguës, voire carrément opportunistes de l'IC, concevant le Front Unique dans la perspective d'une alliance durable avec des organisations réformistes en vue d'un équivoque "gouvernement ouvrier", dans le cadre de l'Etat bourgeois (!). Le problème est de définir les conditions, les axes stratégiques et tactiques en vue de la réalisation d'un front uni ouvrier, face aux attaques des forces bourgeoises contre-révolutionnaires. Le premier point à souligner, c'est l'unité d'action se pose au sein de la classe ouvrière, entre ou avec les différents courants qui se réclament d'elle (ce qui n'est pas le cas des Ben Bellistes, des FM, etc.).

L'objectif d'une telle tactique est de permettre aux travailleurs, sur la base de revendications permettant la défense de leurs intérêts, de réaliser l'unité la plus large.

- Pour les révolutionnaires, le Front unique n'est pas une alliance durable, mais une action ponctuelle. A plus forte raison, il ne peut consister en des fusions sans principes avec d'autres organisations. La tactique du Front unique suppose un certain nombre de conditions favorables :

.../...

Il est indispensable notamment aux communistes de disposer d'une force conséquente face aux organisations disposant d'une implantation dans la classe ouvrière, mais défendant un programme bourgeois. Sinon il s'agit non plus d'un Front unique, mais de se mettre à la remorque d'organisations opportunistes.

- Dans notre cas, dans celui d'une petite organisation, nous ne pourrions envisager de proposer des actions de Front Unique qu'à l'échelle de nos forces. Autre condition : l'indépendance complète des révolutionnaires pour défendre leur programme, à la fois vis-à-vis des opportunistes, des centristes et même vis-à-vis d'autres tendances révolutionnaires.

Il ne faut pas perdre de vue que l'unité n'est pas un but en soi. Notre tactique obéit à deux objectifs indissociables, renforcer la classe ouvrière et saper l'influence des opportunistes en son sein. Si l'unité doit permettre à des opportunistes de torpiller une lutte et d'accroître la confusion, alors l'unité est préjudiciable.

- Le meeting du 16 mars à la Mutualité à Paris, est révélateur à ce sujet. Il a été principalement organisé, suite aux dernières arrestations, par le "Comité pour la libération des prisonniers politiques en Algérie", auquel se sont associés les Ben Bellistes, l'UGS, l'OST, etc. Les positions concernant les "libertés démocratiques" exprimées lors du meeting correspondaient, au niveau des objectifs comme des moyens, prioritairement et principalement aux intérêts des bourgeois et petits bourgeois libéraux. Et toute cette grande messe célébrée à l'unisson sur l'autel de la démocratie s'est soldée par une délégation ... à Chadli !

Il n'est d'ailleurs pas dit que les prisonniers politiques bourgeois ne bénéficient pas de la mansuétude du pouvoir ; mais pour les dizaines de travailleurs et de jeunes anonymes, ce sera différent. Il faudra plus qu'une délégation : la solidarité agissante de leurs frères de classe !

2/ DES PREMIERS MAI DANS LE MONDE

De 1890 à 1910, les Premiers Mai en France furent mouvementés, quand ce n'était pas très violents. En 1890, à Vienne on célébrait un important chômage dans les usines de tissage, il y eut une véritable émeute, des barricades, des pillages d'usines organisés par des chômeurs, des grévistes et des militants anarchistes.

...

INTERNATIONAL

LE 1^{er} MAI

Chaque année, dans de nombreux pays, les travailleurs descendent dans la rue et affrontent les matraques et les balles de la police. Le Premier Mai, journée internationale de lutte des travailleurs, a pourtant été récupéré par la bourgeoisie de différents pays qui - à l'instar de Pétain sous l'occupation nazie en France - en a fait une fête du travail, qui a pour but de glorifier l'esclavage salarié, voire le militarisme et le chauvinisme. Un exemple de récupération parmi d'autres : la presse algérienne expliquent que "les travailleurs algériens ont célébré la fête du 1er Mai à l'instar de leurs camarades du monde entier, sous le signe de l'application et de la concrétisation des mots d'ordre du 5ème congrès du FLN" ! Et allez donc... Nous rappelons ici ce qu'ont été quelques Premiers Mai au début du siècle.

1/ L'ORIGINE DU PREMIER MAI

Durant les années 1884 à 1886, aux Etats-Unis, de nombreuses et importantes grèves devaient éclater en riposte à une situation de crise économique particulièrement intense engendrant chômage et misère. Ces grèves atteignirent leur point culminant dans la bataille pour la journée des 8 heures, qui débuta le Premier Mai 1886.

C'est à Chicago que l'agitation pour cette revendication fut la plus intense. Le Premier Mai 1886 avait été désigné, par les responsables des organisations ouvrières, comme étant le moment où les 8 heures de travail entreraient en vigueur. Ce jour-là et les suivants, il y eut dans cette ville 80 000 grévistes sur 190 000 à travers le pays. La bourgeoisie apeurée tenta diverses provocations, ce qui devait amener une répression sanglante contre les travailleurs et les militants ouvriers. En effet, des militants ouvriers anarchistes furent arrêtés, condamnés à mort puis pendus. Depuis lors, le prolétariat international a commémoré le Premier Mai, la mort atroce de Pisons, Fisher, Engel, Spies et Lingg.

Depuis cette date et dans le passé, cette journée de revendications et de combat fut souvent considérée comme subversive. Elle fut souvent interdite par les autorités, car il était courant que l'on y voit de violents affrontements entre les travailleurs et la police.

2/ DES PREMIERS MAI DANS LE MONDE

De 1890 à 1910, les Premiers Mai en France furent mouvementés, quand ce n'était pas très violents. En 1890, à Vienne où sévissait un important chômage dans les usines de tissage, il y eut une véritable émeute, des barricades, des pillages d'usine organisés par des chômeurs, des grévistes et des militants anarchistes.

.../...

De 1902 à 1906, en France, une vague de grèves entraîna près de 5 millions de journées chômées; à la suite de la catastrophe de Courrières, qui fit 1100 morts, ce fut la colère. Les travailleurs étaient décidés à arracher les 8 heures. Le Premier Mai 1906 fut une journée d'une ampleur considérable. Dès le 30 avril, le préfet de police fit arrêter des dirigeants syndicaux, et Paris fut pratiquement en état de siège. Clémenceau, alors au pouvoir, fit mettre en faction 50 000 soldats.

Le Premier Mai 1900 fut marqué par d'importantes manifestations à l'échelle internationale. En Russie, à Kharkov, pour la première fois des ouvriers assistaient en masse à des réunions et à la grève. A Vilna, des ouvriers révolutionnaires, jusque-là clandestins, rentrèrent dans la ville drapeaux rouges en tête, et en chantant des refrains révolutionnaires. Les bourgeois, pris de panique, devaient prendre la fuite, les manifestants furent chargés à coups de fouet par les cosaques et la police.

Le Premier Mai 1903, à Thorn en Pologne, la charge de la police contre les manifestants fit plusieurs morts, mais à Tomsk, 4000 travailleurs purent défiler un certain nombre d'heures. Ceci était exceptionnel à l'époque, vue la sanglante répression qui s'abattait sur les travailleurs combattifs et les militants révolutionnaires.

Aujourd'hui, dans un grand nombre de pays, la bourgeoisie a réussi à récupérer cette journée qui représentait un symbole pour les travailleurs : celui de leur résistance à l'exploitation.

Abonnements

France

60 Fr

EN FINANCES

1906

Nous vous remercions de nous avoir fait connaître
et de nous avoir fait connaître.

Abonnement militant : 100 Fr

Souscriptions

Nous avons une souscription
en soutien militant à notre
journal. Envoyez-nous ce que
vous pouvez !

Notre adresse :

T.I.L.
29 rue Descartes
75005 PARIS

Contacte-nous; écris-nous !

Si nos idées t'intéressent, envoie-nous des informations sur ta boîte, ton quartier. Ce journal est ton journal, fais-le circuler, aide-nous à le faire connaître !

LIBRAIRIES

Librairie "Les 1000 et 1 nuits", rue des Ecoles, Paris 5ème
Librairie du Tiers Mythe, 21 rue Cujas, Paris 5ème
Kiosque Boulevard St Michel
Librairie La Brèche, rue de Tunis, Nation
Librairie du Restaurant de la Cité Universitaire
Présence Africaine, 16 rue des Ecoles, Paris 4ème
L'Harmattan, rue des Ecoles, en face
Scoop Imazighen, 11 rue Lesdiguières, Bastille
Librairie Alternatives, 47 rue St Honoré, Paris 1er

Abonnements

France	Etranger	EN TIMBRES
60 Fr	80 Fr (écris-nous)	POSTE

Nous vous rappelons que nous ne pouvons accepter les chèques ni les mandats.

Abonnement militant : 100 Fr

SOUSCRIPTION

Nous ouvrons une souscription en soutien militant à notre journal. Envoie-nous ce que tu peux !

QUI SOMMES-NOUS ?

من نحن ؟

Ce mensuel est l'expression de l'Organisation Communiste Révolutionnaire Internationaliste d'Algérie : il veut être le lien entre la réalité que vivent les travailleurs dans l'immigration, et celle de leurs pays d'origine. C'est aussi un moyen de contact avec les camarades qui se fixent les mêmes objectifs que nous. Pourquoi militons-nous ?

Pour :

- L'Organisation** : pour construire un parti ouvrier efficace et organisé, centralisé et démocratique, qui puisse être à l'avant-garde des luttes au Maghreb, et lutter pour l'indépendance de classe des travailleurs.
- Communiste** : parce que nous nous réclamons de la ligne qui va de Marx-Engels jusqu'à Lénine. Pour nous, le communisme n'a ni le visage de Marchais, ni celui de Tchernenko. Il n'y a pas de pays communiste au monde, où les classes, le salariat et les rapports marchands aient été abolis.
- Révolutionnaire** : parce que nous luttons pour la destruction de l'Etat bourgeois, contre le capitalisme privé ou d'Etat.
- Internationaliste** : parce que les travailleurs n'ont pas de patrie. Les frontières sont le cadre de leur exploitation. La société communiste ne peut se construire dans un seul pays. L'émancipation des travailleurs exige leur unité internationale, par-delà les limites nationales.
- d'Algérie** : parce que nous sommes maghrébins, et que nous pensons que la meilleure façon de contribuer à la construction d'un parti ouvrier international est d'abord de renforcer les sections nationales.

هذه المجلة تعبير عن المنظمة الشيوعية الثورية الامة للجزائر : تريد أن تكون حلقة الوصل بين الواقع الذي يعيش فيه العمال في الهجرة وحياتهم في البلدان الاصلية، وهذه أيضا وسيلة للاتصال مع الرفاق الذين عندهم نفس الاهداف . لماذا ننابل . من أجل : التنظيم . لبناء حزب عمالي فعال و منظم على أساس مركزية ديموقراطية التي يستطيع أن يكون طليحة النضال في المغرب و بنابل من أجل استقلالية الطبقة العاملة . شيوعي : لاننا نستند الى الخط يبدأ من "ماركس و أنجلز" الى "لنين" . بالنسبة لنا ، وجوه "مارشي و تشارنكو" لا يصبرون عن الشيوعية . لا تجد بلد في العالم حيث زال فيها الطبقات ، العمل المأجور و علاقات السوق . ثوري : لاننا ننابل من أجل تحطيم الدولة البورجوازية ، نهد رأس المالية الخاصة و الدولة . أممي : الحدود هي للاستغلال لأن ليس للعمال وطن . المجتمع الشيوعي لا تبني في بلد واحد . يقتضي تحرير الطبقة العاملة على كسر الحدود و وحدتهم الامة . للجزائر : لاننا مغاربة و نفكر بأن أحسن طريقة التي تؤدي بنا لتأسيس حزب عمالي أممي هي أن نبدأ بتعزيز فروع وطنية .